

L'ANTISYNDICALISME

une pierre de touche de l'application créatrice
du marxisme-léninisme-maoïsme
aux conditions de la révolution en France

I. LE SYNDICALISME CONTRE LE PARTI DE TYPE NOUVEAU, CONTRE LA POLITIQUE DE MASSE, CONTRE LE PROLETARIAT COMME CLASSE

1) Le syndicalisme contre la conception du parti de type nouveau

La vieille problématique parti et syndicat : le Parti doit-il diriger le syndicat, le syndicat comme courroie de transmission du Parti, qui a joué un si grand rôle dans les débats politiques en France sur l'organisation de la classe ouvrière, se situe en dehors de l'histoire, puisqu'elle laisse de côté ses acteurs : les masses, le mouvement ouvrier réel. Elle fait du Parti un objet figé, surgi en dehors du temps et donné comme tel a priori.

Le Parti, hors de l'histoire, donc hors de la portée des masses, hors de leur critique et de leur pensée, est un objet métaphysique, un objet céleste. D'où le problème de son lien aux habitants de cette terre. A un tel parti, il faut un syndicat, c'est-à-dire un traducteur de décrets et messenger : une courroie de transmission. Le syndicat a à voir avec les masses, tandis que le Parti leur échappe. Et inversement ; le syndicalisme est ce qui sert à isoler le Parti des masses, à lui

garder sa place céleste. Si critique il y a, les masses critiqueront non pas Dieu mais son messenger. Très utile à la nouvelle bourgeoisie du P.C.F. : le syndicat déverse le programme commun venu du ciel des experts bourgeois, mais le bas peuple s'en prendra au mauvais délégué. Ou tout aussi bien, très utile à ceux qui ont à masquer leur vide politique sur la question du Parti : parlez du Parti au P.C.R. m.l., ou tout autre groupuscule trotskyste, il vous répond syndicat.

Cela, c'est la fausse compréhension des thèses de Lénine sur le parti (la voie de droite sur le bilan de la révolution d'Octobre).

Le maoïsme et la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, développant les thèses de Lénine, plongent le Parti dans l'histoire. Le Parti entre en dialectique avec le mouvement de masse : il est détruit et reconstruit par les masses, cependant qu'il est ce qui dirige cette destruction et cette construction. Le maoïsme, c'est une conception historique et dialectique du Parti. Dans la contradiction entre le

Parti et les masses s'éprouve la capacité du prolétariat à remplir sa mission historique : c'est-à-dire à diriger les larges masses dans la marche ininterrompue par étapes vers le communisme. Marx dit : « Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, les communistes représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité ». (Manifeste). C'est déjà ce qui est développé par la définition maoïste du Parti : avant-garde de la classe ouvrière, noyau dirigeant du peuple entier.

L'édification du parti de type nouveau se fait sous le contrôle des masses, et au grand jour. La classe ouvrière, dans le processus de construction de son parti, n'a besoin ni de messenger ni de masque, ni de courroie ni de protection, et doit craindre et combattre au contraire tout ce qui relève de cette conception, et qui tend à entraver et obscurcir la question du Parti, question principale de l'étape ouverte en France par Mai 68. Elle a besoin de la plus grande clarté dans son rapport aux masses,

et dans son rapport à la classe ouvrière elle-même.

Voilà encore le syndicalisme, non plus dans son principe, dans ce qu'il dit de lui-même, mais dans sa réalité, sur notre chemin.

2) Le syndicalisme contre la politique de masse, contre l'autonomie du mouvement de masse

Le syndicat pouvait être autrefois l'enjeu d'une lutte entre les deux classes : bourgeoisie et prolétariat. Pour la bourgeoisie, le syndicat était et devait rester un organe intégré au capitalisme, un instrument de pression des masses ouvrières à l'intérieur du système existant. Revendications, pression, négociation, cela participe parfaitement de l'ordre capitaliste et est utile à la régulation du taux d'exploitation. Pour le prolétariat, il s'agissait de transformer le syndicat, d'en faire un instrument de la volonté des masses ouvrières et d'élaboration de leur programme : un instrument pour prendre conscience de l'opposition antagonique entre cette volonté et ce programme et l'état capitaliste. C'était un point d'unité d'où partir, un premier jalon pour l'autonomie politique des masses ouvrières.

Notre époque, époque du marxisme-léninisme-maoïsme, époque du révisionnisme moderne, est l'époque de la lutte sur deux fronts. Pour mener à bien la lutte sur les deux fronts : chasser de nos rangs l'ennemi infiltré, le révisionniste, et développer le programme et l'autonomie du mouvement de masse, il faut soutenir vigoureusement, et dès l'abord, la division en deux du mouvement, la lutte idéologique au sein des masses. Impossible dans le syndicat, puisque le syndicat a déjà tranché.

Le syndicat exclut de son champ la politique, c'est-à-dire la question de l'Etat. Ou plutôt il n'en garde que ce qui relève de la revendication et de la négociation, c'est-à-dire : les masses d'un côté, de l'autre l'Etat tel qu'il est. Le syndicalisme, c'est le registre de la quantité, un peu plus ou un peu moins, pour les masses un peu plus de place au soleil à l'intérieur de l'ordre existant.

Qu'en est-il là-dedans de la volonté du peuple ? La volonté du peuple ne s'exprime pas dans le syndicat, en tant qu'elle est volonté d'en finir avec l'Etat lui-même, avec l'oppression et les contradictions de classe : en tant que l'aspiration et la volonté du peuple, c'est le socialisme : le processus de résolution des grandes contradictions fondamentales, le chemin vers le communisme.

A l'intérieur du syndicat, pas de lutte entre révisionnisme moderne et marxisme-léninisme, entre capitalisme d'état et révolution socialiste. Le programme révolutionnaire des masses ne

peut s'élaborer qu'à l'extérieur du syndicat, et à condition de critiquer à fond le caractère réactionnaire dominant du syndicalisme. L'unité ne peut se forger que dans cette critique.

Le syndicat aujourd'hui ne peut être que l'instrument d'une fausse unité au nom des intérêts immédiats, unité brandie précisément pour écraser dans l'œuf la lutte entre les deux voies, pour empêcher les masses d'élaborer leur programme. C'est pourquoi il est l'arme par excellence des révisionnistes pour briser le mouvement de masse, l'empêcher de conquérir son autonomie.

Que l'appareil syndical soit l'instrument principal des révisionnistes pour réprimer et embrigader le mouvement de masse, cela saute aux yeux de tous dans chaque lutte. Les hommes des syndicats, on les connaît bien comme les adversaires acharnés de la démocratie de masse, interdiseurs universels de la parole et matraqueurs de ceux qui osent la prendre malgré eux. Mais plus encore, l'organisation en syndicat, dans son principe, est aujourd'hui toute entière du côté du capitalisme d'état. Tenter d'imposer le syndicat comme l'organisation « naturelle », l'organisation « de base » des travailleurs, celle qui va de soi, c'est le tour de passe-passe des révisionnistes pour que tout soit réglé d'avance, pour briser si possible avant sa naissance le mouvement autonome des masses ouvrières et populaires, diviser le peuple et lui ôter toute expression.

Les nouvelles organisations de l'autonomie et de l'unité populaire — telles que les C.P.A.C. (Comités Populaires Anti-Capitalistes) — s'édifient dans la critique du syndicalisme, leur mot d'ordre c'est : que les masses s'emparent de la politique.

Le Comité Populaire Anti-Capitaliste est une organisation politique du peuple.

Organisation politique : Quartier général de la lutte, il est aussi le lieu de centralisation pas à pas des éléments du programme populaire, il pratique l'étude de masse de la théorie marxiste léniniste et la discussion de tous les problèmes de la conjoncture. Il fixe sa ligne, pour la lutte, la propagande, l'étude, et il l'applique, il édifie la force pratique du peuple. Comme dit le journal d'un Comité Populaire : « Le C.P.A.C., ce doit être le quartier général du peuple : ce doit être l'endroit où le peuple construit sa politique contre la politique des bourgeois, et ce doit être aussi l'endroit où le peuple construit sa force contre la force armée des bourgeois ».

Organisation du peuple : le Comité Populaire brise la division entre les différentes couches du peuple, et à l'intérieur même des masses ouvrières, entre petites et grandes usines, ouvriers et chômeurs, etc. Il met à l'ordre du jour les différences et les contra-

dictions au sein du peuple, il en fait son affaire collective et en saisit les masses. Il est un instrument de l'unité populaire et le lieu privilégié où la classe ouvrière, par l'intermédiaire de son avant-garde organisée, peut montrer et développer ses capacités dirigeantes, sa capacité à être le noyau dirigeant du peuple entier dans l'affrontement antagonique avec la bourgeoisie.

Venons en donc à la question cruciale et aux méfaits essentiels du syndicalisme en France.

3) Le syndicalisme contre le prolétariat comme classe ou l'ouvrier ennemi du prolétaire

Le syndicalisme, c'est l'assujettissement des masses ouvrières. C'est l'idée et l'appareil pour les empêcher coûte que coûte de se dresser, de devenir une vraie classe politique.

Le prolétariat est la classe la plus révolutionnaire de toute l'histoire, celle qui va libérer l'humanité de l'exploitation et de l'oppression. Et nous sommes au temps des révolutions prolétariennes.

Le syndicalisme s'oppose à la révolution parce qu'il veut empêcher les ouvriers de devenir un prolétariat.

Quand nous disons cela, nous ne voulons pas seulement parler de l'organisation syndicale, arme des révisionnistes pour réprimer le débat de masse au sein de la classe ouvrière. Nous voulons parler du syndicalisme, théorie pour la lutte et l'organisation de la classe ouvrière.

Le syndicalisme, ce fut autrefois le mot qui marchait avec « révolution », c'étaient les syndicalistes révolutionnaires, opposés aux trahisons politiques des partis de la II^e Internationale (partis qui avaient trahi radicalement la classe ouvrière et le peuple en France, et aussi en Allemagne, en soutenant la bourgeoisie dans sa guerre inter-impérialiste).

Le syndicalisme se présentait comme une théorie pour l'indépendance politique, pour l'autonomie de la classe ouvrière.

Mais quelle indépendance et quelle autonomie ?

Il s'agit plutôt de défaite provisoire et de renoncement. Il s'agit en vérité, sous couleur d'autonomie, de l'abdication politique de la classe ouvrière.

Abdication politique, parce que le syndicalisme enferme l'ouvrier dans l'usine, il exalte l'ouvrier enfermé dans l'horizon étroit de l'usine. Il ne s'intéresse vraiment ni à l'ennemi ni aux amis : il refuse de les voir.

— L'ennemi : Pour le syndicalisme,

l'ennemi, c'est le patron. Comment abattre les patrons ? Par la grève générale, par « les luttes ».

Chacun sait que quand on fait grève, on voit venir les flics, et que si on s'attaque plus massivement à la bourgeoisie, on voit venir l'armée. Chacun sait s'il connaît un peu le marxisme-léninisme et l'expérience des révolutions passées que la révolution, cela veut dire : **détruire l'Etat de la bourgeoisie**, cela veut donc dire : une ligne politique, un parti, des alliances, une armée. La lutte de classes à l'usine est importante, elle attaque l'organisation capitaliste du travail et forge l'unité de la classe ouvrière. Mais la révolution n'est pas à l'usine. Ce qui est décisif, c'est le pouvoir politique. C'est vrai aussi dans la lutte de classes à l'époque du socialisme. C'est la grande révolution politique qu'est la Révolution Culturelle Proletarienne qui permet d'abattre le quartier général révisionniste de Liu Shao Shi.

La vérité du syndicalisme est négative, c'est renoncer au pouvoir politique, c'est que les ouvriers renoncent à abattre la dictature de la bourgeoisie et à établir leur propre dictature. Cela ne veut pas dire qu'ils ne joueront aucun rôle politique, certes. Une grève générale ne peut pas abattre l'état bourgeois, mais elle peut permettre de porter au pouvoir une nouvelle fraction de la bourgeoisie. (L'effet de la grève de Mai 68, ça pouvait être : remplacer sur le champ De Gaulle par Mitterrand, non pas abattre l'Etat bourgeois. La gauche révolutionnaire anti-syndicaliste le savait bien. Elle ne voulait ni De Gaulle ni Mitterrand, elle ne pouvait pas abattre l'état bourgeois, elle tire le bilan : Mai 68 assigne au prolétariat la tâche de construire un parti marxiste-léniniste de type nouveau. Quant aux syndicalistes, ils veulent faire croire aux ouvriers qu'on peut faire la révolution en arrêtant les usines et en sortant dans la rue, c'est qu'en réalité, ils veulent bien Mitterrand. Les fausses voies de gauche, les semeurs d'illusion sur la question du pouvoir et de l'Etat, ne sont que les chiens couchants du parlementarisme bourgeois. Le syndicalisme transforme la classe ouvrière en masse de manœuvre à la remorque d'une clique bourgeoise (ou à la remorque de la petite bourgeoisie, elle-même à la remorque d'une clique bourgeoise).

— **Les amis :** Quels amis ? Le syndicalisme ne connaît que les ouvriers, et même ne connaît que son usine et sa branche, et ça suffit pour occuper. Le prolétariat noyau du peuple entier ? Se préoccuper de la lutte de classes à la campagne, soutenir le programme révolutionnaire des paysans pauvres et du peuple des campagnes, avoir comme grand souci l'alliance ouvriers-paysans ? S'intéresser aux grandes luttes étudiantes, soutenir la voie révolutionnaire dans la jeunesse, celle qui veut s'intégrer à la lutte révolutionnaire du peuple ? Prendre position dans la culture et l'art ? Soutenir vigoureusement

la révolte des femmes ? Tout ça, ça n'est pas du syndicat, ça n'intéresse pas les ouvriers. Il vous dirait bien plutôt que les paysans sont des réactionnaires, les étudiants des fils de bourgeois, et les femmes, il ne manquerait plus qu'elles se mettent à faire de la politique !

Le fond de l'idéologie syndicaliste, c'est l'ouvriérisme, c'est-à-dire la conception du monde la plus pauvre, la plus minable, la plus dangereuse et la plus méprisante pour la classe ouvrière. L'ouvriérisme, ça veut dire : faire de son renoncement et de son impuissance un sujet de fierté. Pour l'ouvriériste, l'ouvrier est bien, pas du tout parce qu'il appartient à une grande classe révolutionnaire, parce qu'il ose tracer des chemins nouveaux dans le monde ; non, il est bien parce qu'il reste à sa place, parce qu'il se fout des peuples du monde, et de ceux qui ne sont pas ouvriers en France, et même des autres ouvriers, mais il a son atelier, son usine et son syndicat. Il est bien parce qu'il ne se mêle pas de lire et de s'appropriar la théorie marxiste-léniniste : c'est bon pour les intellectuels qui n'ont rien à faire de la journée, lui, il est un manuel.

Le syndicalisme enferme l'ouvrier dans l'usine et l'ouvriérisme exalte l'ouvrier enfermé dans l'horizon étroit de l'usine, en fin de compte, l'ouvrier tel que le veut et le pense le bourgeois.

Le syndicalisme, l'ouvriérisme ; c'est l'envers du prolétariat victorieux, la théorie de la défaite. Je méprise les paysans, parce que j'ai échoué à m'allier avec eux. Je fais semblant de mépriser le petit bourgeois, mais en vérité je n'ai pas de pensée propre et faute de pouvoir le diriger, je m'incline devant lui et je marche derrière.

Le syndicalisme, l'ouvriérisme : une arme pour la bourgeoisie, une arme surtout et un héritage précieux pour la nouvelle bourgeoisie révisionniste.

Regardez le P.C.F. Toute sa politique est fondée sur l'instrumentation politique des masses ouvrières, au travers des syndicats. En apparence, pas de parti plus opposé à l'indépendance syndicale. Mais à l'occasion, il laissera la C.G.T. se montrer plus syndicaliste que tous les anarcho-syndicalistes réunis. Des anarcho-syndicalistes, des héritiers dégénérés des syndicalistes révolutionnaires, il y en a en France. Il y a eu après 68 la Gauche Proletarienne, avec ses comités de lutte d'ateliers apolitiques. La Gauche Proletarienne n'existe plus. Il y a aujourd'hui, encore plus dégénérés, les soi-disants « révolutionnaires » de la C.F.D.T., tous les groupes trotskystes ou apparentés. Tout ce qu'ils ont à la bouche : « ouvriers, allez dans les syndicats pour y défendre l'indépendance syndicale contre le P.C.F. ». Le P.C.R. marxiste-léniniste se distingue en distribuant des tracts d'appel à se mobiliser pour les congrès locaux de la C.G.T. Se mobiliser pour quoi et

comment ? Pour « défendre nos luttes », pour « unir nos grèves » : défendre nos luttes apolitiques et notre C.G.T. contre le méchant P.C.F.

Le P.C.F. est trop content de voir s'agiter ces gens-là à sa rescousse. Il veut des masses apolitiques qu'il pourra manœuvrer à sa guise, c'est ce que les anarcho-syndicalistes veulent aussi. Dans ce domaine, la C.G.T. pur sang peut fort bien à l'occasion les surpasser. On voit dans un foyer de la région parisienne la C.G.T., pour le coup apolitique et indépendante, diriger une grève des loyers qui a pour cible... la mairie P.C.F. de la ville.

En fin de compte, les disputes dans les syndicats entre le P.C.F. et les anarcho-syndicalistes ont ce seul enjeu : savoir si nous serons mangés par force par le P.C.F., ou s'il nous laissera nous mettre nous-mêmes et en chantant dans la marmite.

Que le prolétariat se dresse lui-même, avec sa propre pensée, son propre projet, sa propre ligne politique, qu'il soit capable de diriger le peuple entier pour abattre la bourgeoisie, ancienne et nouvelle, le syndicalisme ne peut pas et ne veut pas l'envisager. Il le combat.

Les trois tâches du prolétariat révolutionnaire :

- dans son rapport politique antagoniste à l'ennemi de classe (bourgeoisie monopoliste et bourgeoisie bureaucratique d'Etat) ;
- dans son rapport au peuple : paysannerie pauvre et moyenne pauvre, petite bourgeoisie, etc... ;
- dans son rapport à lui-même, du point de vue de son unité dans la lutte des classes ;

ne peuvent pas être séparées, elles définissent à elles trois l'identité politique du prolétariat. Récusant les deux premières, le syndicalisme, quelle que soit sa nuance, ne peut qu'engager les ouvriers dans la voie de la soumission à la bourgeoisie, et réprimer vigoureusement la voie de l'unité révolutionnaire, la voie qui, dans les usines, appelle à sortir des usines pour faire la révolution.

Les Syndicalistes de la C.F.D.T., si démocrates soient-ils, en sont la preuve. Quand la lutte monte, quand les contradictions s'aiguisent, ils répriment le mouvement de masse et interdisent la discussion aussi féroce que les plus grossiers des gros bras sociaux-fascistes de la C.G.T. C'est le cas aujourd'hui, et les camps sont de plus en plus clairs.

Les soi-disant syndicalistes de gauche, les soi-disant syndicalistes indépendants, sont de plus en plus réduits à l'état d'appendice et hommes de basses œuvres des révisionnistes du P.C.F. Contre eux tous : la nouvelle classe ouvrière révolutionnaire.

II. L'ANTISYNDICALISME, MOT D'ORDRE DE LA CLASSE OUVRIÈRE INTERNATIONALE DE FRANCE POUR APPLIQUER LE MARXISME-LÉNINISME-MAOÏSME AU BILAN DE SA PROPRE HISTOIRE, POUR S'EMPARER DE SES TACHES POLITIQUES D'AUJOURD'HUI

On le voit : critiquer à fond le syndicalisme, prendre l'antisyndicalisme comme base solide pour la pensée et l'organisation, c'est s'approprier et rendre vivantes les leçons essentielles du maoïsme, de l'étape de la Révolution Culturelle : la question du parti de type nouveau — la politique révolutionnaire de masse, l'autonomie du mouvement de masse — la lutte pour que la classe ouvrière soit véritablement un prolétariat, et son parti le noyau dirigeant du peuple entier.

Etre antisyndicaliste, c'est s'approprier les leçons du maoïsme, non pas dans l'abstrait, mais du point de vue de l'histoire concrète de la classe ouvrière en France. L'antisyndicalisme est un mot d'ordre maoïste essentiel parce qu'il est inscrit dans l'histoire de la classe ouvrière en France.

La classe ouvrière en France se constitue la première en classe politique, en prolétariat, et monte à l'assaut du ciel. C'est la Commune de Paris (1871), la première révolution prolétarienne, la première tentative de destruction de l'Etat bourgeois, d'établissement de la dictature du prolétariat, d'édification d'un Etat de type nouveau.

Marx systématise les leçons de la Commune de Paris, et le mouvement communiste international s'empare de ce bilan. Lénine applique les leçons tirées de l'expérience de la Commune à la situation en Russie et conduit le prolétariat et le peuple russe à la victoire, en octobre 1917.

Le prolétariat chinois, au cours de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, déclenchée en 1966, se met à l'école de la Commune de Paris pour conduire la révolution sous la dictature du prolétariat.

Mais du point de vue de la classe ouvrière en France, ce qui reste de la

Commune, c'est principalement son échec. Le syndicalisme est à sa façon un bilan de la Commune : un bilan qui systématise, non pas les raisons de l'échec, mais l'échec lui-même, le fait qu'on a échoué. La Commune n'a pas attaqué Versailles, elle n'a pas à proprement parler voulu faire la guerre à la bourgeoisie. Elle s'est cassée le nez sur l'alliance ouvriers-paysans, elle a été isolée et battue. La classe ouvrière française est décimée et se replie sur elle-même. Le syndicalisme théorise ce repli : ne pensons pour le moment ni la guerre ni l'alliance. Sa fraude est d'essayer de faire passer pour une théorie de la révolution ce qui n'est au contraire que le renoncement provisoire à la révolution, que l'impossibilité transitoire pour le prolétariat français de prendre en main et résoudre les problèmes politiques posés négativement par la Commune. De là son essence profondément contre-révolutionnaire.

A présent les temps ont changé. Nous sommes à l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes victorieuses.

La France est devenue un pays impérialiste : l'ancien rapport de forces, l'ancien système d'alliances est rompu. Pour devenir une grande bourgeoisie impérialiste, la bourgeoisie française a d'abord rompu son alliance traditionnelle avec les larges masses paysannes. Elle s'est engagée dans la liquidation accélérée des paysans pauvres et le développement du capitalisme à la campagne. Elle a ensuite rompu son alliance avec de larges fractions de la petite bourgeoisie. Les bases objectives existent pour la réalisation de l'alliance ouvriers-paysans, dans la lutte commune contre l'élimination des paysans pauvres et pour la transformation socialiste des campagnes. Le mouvement étudiant depuis 68 témoigne de la volonté de la petite bour-

geoisie intellectuelle de se lier au prolétariat.

La classe ouvrière aussi a changé. L'afflux des ouvriers immigrés, et leur présence active aux premiers rangs de la lutte de classes fait de la question de l'unité du prolétariat une question immédiatement révolutionnaire, qui porte en elle-même la lutte antagonique contre l'état bourgeois (avec le mot d'ordre : français-immigrés, mêmes droits politiques).

Au niveau mondial, c'est la rivalité entre les deux supergrands pour l'hégémonie mondiale, c'est la crise d'ensemble du système capitaliste.

La révolution prolétarienne chez nous est à nouveau à l'ordre du jour, et les bases existent pour un bilan positif de la Commune, pour la prise en mains par le prolétariat international de France des tâches politiques devant lesquelles la Commune a échoué.

Nous sommes dans l'époque où s'ouvre le bilan positif et réel de la Commune en France même. Pour cela, il nous faut liquider le syndicalisme ; théorie de l'échec, instrument des révisionnistes pour empêcher le prolétariat de France d'entrer à nouveau avec force dans l'histoire.

Les ouvriers qui, en 1968, déchirent en masse leurs cartes syndicales voient juste, ils accomplissent un éminent acte politique. Ils marquent l'entrée dans une nouvelle étape de la révolution en France : étape de l'appropriation du marxisme-léninisme-maoïsme, étape de la réappropriation à l'échelon national des leçons de la Commune.

L'antisyndicalisme est notre arme pour être de notre temps, c'est le concentré pratique de l'application du maoïsme à la situation de la classe ouvrière en France.